

# L'éducation en Asie en 2014 : quels enjeux mondiaux ?

## Colloque international

CIEP, 12-14 juin 2014

### Fiche documentaire

## PAKISTAN

Cette fiche sur le système éducatif du Pakistan a été réalisée à l'occasion du colloque « L'éducation en Asie en 2014 : quels enjeux mondiaux ? » organisé par la Revue internationale d'éducation de Sèvres. Les informations retenues sont issues principalement de sources institutionnelles ; les références sont données en fin de document.

Quelques données statistiques sont mentionnées dans ce document mais une synthèse concernant 14 pays d'Asie fait le point plus précisément sur les données statistiques par pays. Par ailleurs, les références bibliographiques concernant le Pakistan se trouvent dans la sélection réalisée pour le colloque. Ces deux documents sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.ciep.fr/revue-internationale-deducation-sevres/education-en-asie-en-2014-quels-enjeux-mondiaux>

Une *étude de cas* est consacrée au Pakistan, à l'occasion du colloque, dans l'atelier 1 « discours et récits ».

Bernadette Plumelle, avec Tazmeen Mamode (mars 2013, mai 2014).

**Religion(s)** L'islam : religion officielle (96,4 %). Autres : hindouisme, christianisme (3,6 %).

**Langues et groupes ethniques** Pendjabis (44,6 %), Pachtoune (15,42 %), Sindhis (14 %), Saraïkis (8,38 %), Muhadjirs (7,57 %), Baloutches (3,5 %), autres (6,28 %).

Langues : pendjabi (48 %), sindhi (12 %), saraïki (10 %), pachto (8 %), ourdou (8 %), baloutche (3 %), hindko (2 %), brahoui (1 %), bourouchaski, autres (8 %).

**Langue nationale** : ourdou. Deux langues officielles au niveau du gouvernement : l'ourdou et l'anglais (langue administrative). L'ourdou est la langue parlée et comprise par 75 % de la population. **Langue d'enseignement** : ourdou et/ou la langue de la province.

**Nature du système scolaire** État fédéral. Décentralisation avec la Constitution de 1973. Trois niveaux : État fédéral, État provincial (4 provinces) et districts. L'éducation est avant tout une compétence provinciale.

Plan de décentralisation en 2001 : responsabilités nouvelles accordées aux districts (*District Education Departments*). Plus d'autonomie aux écoles est donnée jusqu'à la 12<sup>e</sup> année.

**Ministère(s) en charge de l'éducation Enseignement professionnel** Le **ministère de l'éducation** est responsable de l'élaboration de la politique nationale de l'éducation et de sa mise en œuvre, et assure la coordination avec les provinces. Il élabore le curriculum et s'assure qu'il est mis en place dans l'ensemble du pays (2008).

Pour chaque province, il existe un ministère de l'éducation (*Provincial Department of Education*). Il a la responsabilité de l'élaboration des manuels en conformité avec le curriculum, ainsi que des directives aux gouvernements des districts, de la formation des enseignants, de l'enregistrement des établissements privés. Il gère également les établissements d'enseignement secondaire supérieur (*Intermediate*) et les collèges universitaires.

Création en 2002 de la **Commission de l'enseignement supérieur**, qui contrôle les universités.

*National Vocational and Technical Training Commission* : organisme responsable de la formation technique et professionnelle.

## Objectifs affichés Grands principes Priorités

**Constitution de la République islamique du Pakistan (1973)** : l'État doit « supprimer l'analphabétisme et rendre l'enseignement secondaire gratuit et obligatoire dans un délai possible minimum » (article 37b). En particulier, l'État doit travailler à « promouvoir, avec un soin particulier, les intérêts éducatifs et économiques des zones et classes défavorisées » (article 37a). En outre, la Constitution encourage l'État à « proposer des enseignements techniques et professionnels » et à faire que « l'enseignement supérieur soit accessible à tous sur la base du mérite » (article 37c).

La politique d'éducation nationale présentée en 2009, la *National Education Policy (1998-2010)*, présente les objectifs de l'éducation du Pakistan et les stratégies de mise en œuvre. Elle reconnaît l'importance des valeurs islamiques. Pour le ministère de l'éducation, le « système d'éducation doit offrir une éducation de qualité à nos enfants et à nos jeunes pour leur permettre de réaliser leur potentiel individuel et contribuer au développement de la société et de la nation [...] ».

**Principaux objectifs** : créer un sentiment d'unité de la nation ; promouvoir la cohésion nationale en respectant la foi et la religion de chacun et la diversité culturelle et ethnique ; promouvoir l'harmonie sociale et culturelle par l'éducation ; donner des chances égales à tous, développer un individu autonome, capable de pensée analytique et originale, membre responsable de la société ; nourrir la personnalité totale de l'individu.

**En 2010** : vote à l'unanimité du 18<sup>e</sup> amendement : les provinces ont davantage d'autonomie en matière d'éducation et de santé. Nouvel article 25A de la constitution : « L'État assure un enseignement obligatoire et gratuit pour tous les enfants de 5 à 16 ans ». La loi a été adoptée dans trois provinces sur quatre et dans le territoire de la capitale, Islamabad. L'application de la loi est en cours (UNESCO, 2011).

## Articulation primaire secondaire supérieur

**Enseignement primaire** gratuit et obligatoire (5 ans) de 5 à 10 ans. Examen en fin de primaire pour accéder au niveau supérieur. L'examen est conçu et corrigé par les enseignants de l'école ; le directeur décide de l'admission de l'élève avec un comité (*school-based admission committee*). Dans les zones urbaines où la concurrence est très forte, il existe des tests d'admission pour présélectionner les élèves (principalement dans les écoles privées ou autonomes).

**Enseignement secondaire** en trois phases : *middle level education* (3 ans), *matriculation* (2 ans) et examen à la fin de ces 5 années : *secondary school certificate*.

Le niveau *Intermediate* dure deux ans avec un examen final : *Higher Secondary School Certificate*. Le diplôme est nécessaire pour accéder à l'enseignement supérieur.

Au secondaire, des évaluations internes déterminent chaque année si l'élève passera en classe supérieure, en accord avec la décision du principal de l'établissement (qui peut émettre un veto).

**L'enseignement technique et professionnel** commence entre 13 et 15 ans après le *middle level education* ; formations diplômantes en un, deux ou trois ans.

Accès à **l'enseignement supérieur** sur la base du diplôme *Higher Secondary School Certificate*, d'un entretien et d'un test d'admission.

## Public / privé

Les *Madrassahs* sont des institutions dont l'objectif est de diffuser la pensée islamique, notamment à travers l'étude des enseignements du Coran. Il s'agit d'un système d'éducation parallèle au système éducatif. Le programme de ces institutions est l'étude des textes religieux, certains éléments de logique et de philosophie. La plupart de ces *madrassahs* ont des classes ordinaires, un système d'examen et (généralement) un programme de neuf ans. L'enseignement est gratuit, comme l'hébergement, pour près de 50 % des élèves. L'ourdou est la langue d'enseignement ; les écoles sont autofinancées (collecte de dons). (Unesco, 2011)

Le gouvernement encourage l'investissement privé dans l'éducation (*National Education Policy - 1998-2010*).

Il existe plusieurs types d'**établissements privés** : écoles privées à but lucratif (tarifs de scolarité élevés) et écoles à but non lucratif créées par des ONG et d'autres organismes. Les écoles privées doivent suivre les mêmes curricula que les écoles publiques. Il s'agit d'un marché en croissance très rapide, particulièrement les écoles à faible coût (plus de 40 % de toutes les inscriptions du secteur privé). (Banque mondiale).

Le gouvernement cherche à développer les partenariats public-privé. Développement au début des années 1990 avec la création de fondations (combinaison d'un financement public et de fonds privés) et l'augmentation des dotations financières à ces structures. En 2009-2010, le gouvernement du Pendjab a alloué 28 millions d'euros à ces partenariats. (Kayani)

Il existe des incitations financières pour que le secteur privé investisse dans les écoles : réduction de l'impôt sur le revenu, fourniture d'électricité et de gaz à des prix inférieurs, subventions pour la création d'écoles dans des zones défavorisées... Les *Concession schools* sont des écoles publiques gérées par des opérateurs privés payés par l'État (rémunération au nombre d'élèves).

**Au primaire** : 12 % d'établissements privés.

**Au secondaire** : *Middle school* : 30,78 % ; *Matriculation* : 29,77 % ; *Intermediate* : 18,27 % d'établissements privés (données 2006-2007, Unesco 2010).

**Coût aux familles** L'enseignement primaire est gratuit mais les familles ont des frais (uniformes, repas...).

L'enseignement secondaire est gratuit en principe mais des frais de scolarité mensuels sont collectés pour un fonds de développement de l'éducation (*Farooq-e-Taleem Fund*). Les uniformes sont à la charge des parents. Des allocations mensuelles peuvent être versées pour aider les filles de certaines zones rurales à fréquenter l'école.

Pas de frais de scolarité dans les madrasahs qui scolarisent 1,7 millions d'enfants en 2011.

Une enquête de 2012 dans six villes et 136 districts ruraux indique que 34 % des enfants en milieu urbain et 11,3 % des enfants des zones rurales qui fréquentent l'école ont reçu un soutien scolaire privé. A Karachi, la proportion atteint 60,2 %. En 2013, création d'une autorité de régulation des établissements privés (écoles privées, collèges universitaires et tuition centres) : la National Regulatory Authority for Private Education. (Bray)

**Programmes et curricula** Selon la constitution, la définition des curricula est du domaine du gouvernement fédéral. Le *Curriculum Wing* est l'organe du ministère de l'éducation qui en est chargé ; les manuels sont élaborés en collaboration avec les départements d'éducation provinciaux.

Avec le vote du 18<sup>e</sup> amendement en 2010, les prérogatives en matière de curricula ont été transférées aux provinces. (Kayani)

Le curriculum actuel a été développé en 2008.

**Primaire** : oral, lecture, écriture, deuxième langue, exercices, mathématiques, éducation islamique, éducation physique, science, sciences sociales, arts, travaux manuels.

**Middle school** : première langue (langue de la province), seconde langue, anglais (obligatoire), arabe, mathématiques, sciences, sciences sociales, éducation islamique ou éducation morale, éducation physique et santé, enseignement technique, travaux manuels. Deux périodes hebdomadaires sont choisies au niveau de l'école. L'arabe n'est pas obligatoire pour les non-musulmans.

Les élèves doivent également participer à l'assemblée de l'école (10 minutes/jour).

**Au secondaire** (*matriculation et intermediate*), il existe trois filières : scientifique, humanités, technique. Matières communes : anglais, ourdou, éducation islamique ou éthique (en dernière année : études pakistanaïses), mathématiques, sciences.

L'organisme *National Education Assessment System* (NEAS) évalue le système éducatif et sa performance au niveau du primaire et de la *middle school*.

**Enseignants** La **formation des enseignants** du primaire et du secondaire s'effectue au niveau de la province. Les structures de formation (270 *teacher education center*) sont administrées par les ministères de l'éducation provinciaux et les curricula sont sous leur contrôle. (UNESCO, 2011)

**Durée des études** pour les enseignants du primaire : 12 ans d'études + 2 ans d'études supérieures ; pour le secondaire, entre trois et quatre ans d'études supérieures.

**Temps d'enseignement** En moyenne 34 semaines / an. Estimation pour le primaire : 26 h / semaine et pour le secondaire : 30 h / semaine. Il peut y avoir des différences selon les écoles et les zones géographiques.

**Réformes en cours ou à venir** **Education pour tous** (EPT) : plan national d'action 2001-2015. Les principaux objectifs : atteindre les groupes défavorisés dans les villes et zones rurales en mettant l'accent sur les filles non scolarisées et les filles analphabètes ; promouvoir la participation des communautés aux programmes d'éducation de base ; améliorer la pertinence et la qualité de l'éducation et les résultats.

**Autres** Le Pakistan ne sera pas en mesure d'atteindre la plupart des **objectifs de développement du millénaire** (OMD) à l'échéance de 2015. Il s'était engagé à parvenir à une éducation primaire universelle et à assurer le maintien de la scolarisation des enfants jusqu'en 5<sup>e</sup> année du primaire, à parvenir à la littératie des adultes et à la parité hommes-femmes. Seule la parité devrait être atteinte en 2015. (Karani)

Les financements de l'aide internationale complètent les dotations budgétaires du secteur public de l'éducation. Le **secteur privé** a enregistré une croissance rapide pour devenir un prestataire essentiel des services éducatifs du Pakistan. Les établissements privés à faible coût fournissent une solution qui permet de répondre aux objectifs de scolarisation et aux problèmes d'infrastructure. (Kayani)

Le Pakistan bénéficie du programme *Fast Track Initiative Program* de la **Banque mondiale**, dont l'objectif est que tous les enfants puissent avoir accès à un cycle complet d'école primaire d'ici 2015. Plusieurs projets : 1) *World Bank Punjab Education Sector Project* ; 2) appui à la deuxième réforme de l'éducation de la province de Sindh.

Une étude de la Banque mondiale a montré qu'à population comparable les écoles privées ont de meilleurs résultats que les écoles publiques, sachant que le coût par élève est moins élevé dans les écoles privées.

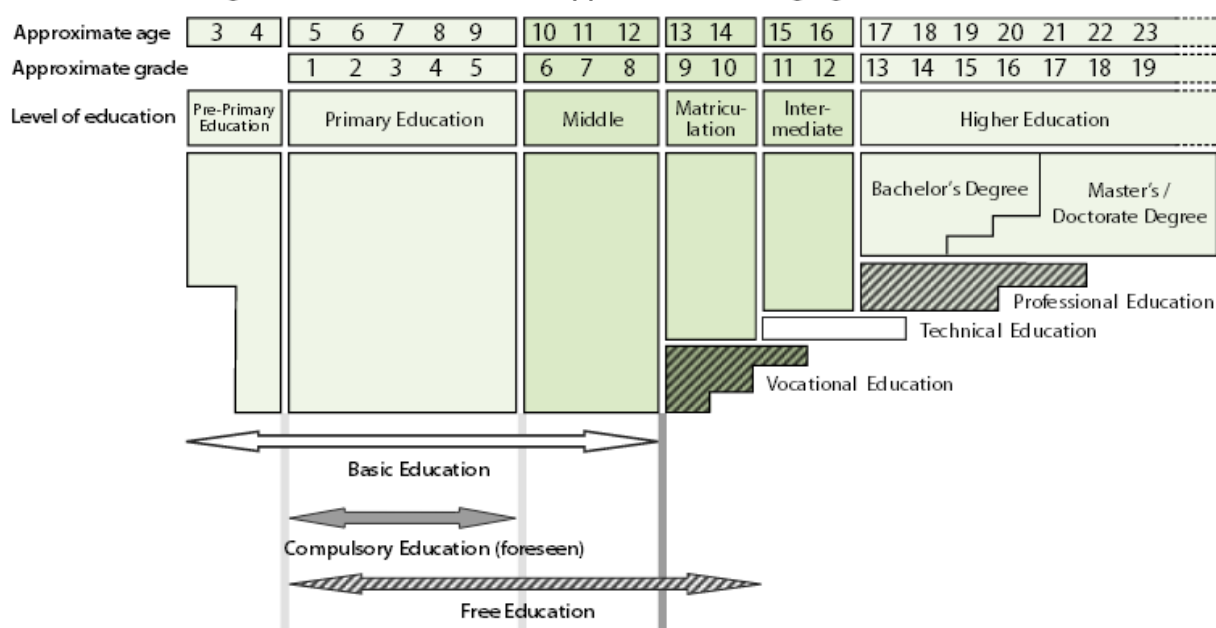
Le système éducatif a beaucoup souffert dans le nord-ouest du pays avec l'occupation talibane dans certaines zones depuis 2007 (écoles dynamitées).

## Références bibliographiques

- Central Intelligence Agency, **The World Factbook: Pakistan**, CIA/Washington, avril 2014, fiche disponible sur <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/pk.html>
- KAYANI Nadeem, « Les enjeux de la décentralisation : le financement de l'éducation au Pakistan », **Revue internationale d'éducation de Sèvres**, avril 2014, n° 65, p. 99-109.
- MARCUS Aliza, **Using low-cost private schools to fill the education gap: an impact evaluation of a program in Pakistan**, 2013, 4 p., World Bank/Washington DC, disponible sur <http://documents.worldbank.org/curated/en/2013/09/18262328/using-low-cost-private-schools-fill-education-gap-impact-evaluation-program-pakistan>
- UNESCO, International Bureau of Education, **World data on education. VII ed. 2010/11: Pakistan**, juillet 2011, 26 p. disponible sur [http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user\\_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Pakistan.pdf](http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Pakistan.pdf)
- UNESCO, **Secondary education regional information base : country profile - Pakistan**, UNESCO Bangkok, 2010, 31 p., disponible sur <http://www.uis.unesco.org/Library/Documents/Pakistan.pdf>
- World Bank Punjab Project: **Pakistan: increasing access and quality through education reforms in Punjab**, 2013, fiche disponible sur <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:22889868~menuPK:141311~pagePK:34370~piPK:34424~theSitePK:4607,00.html>

## Organisation du système éducatif

**Figure 1. Education Structure: Approximate Starting Age and Duration**



Source : UNESCO Bangkok, 2010.